

Bondestam, Lars & Bergström, Staffan (eds.), *Poverty and Population Control*. Toron to, Academic Press, 1980, 237 p.

André Lux

Volume 14, Number 1, 1983

La politique étrangère du Canada dans les années quatre-vingt

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701479ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701479ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lux, A. (1983). Review of [Bondestam, Lars & Bergström, Staffan (eds.), *Poverty and Population Control*. Toron to, Academic Press, 1980, 237 p.] *Études internationales*, 14(1), 177–178. <https://doi.org/10.7202/701479ar>

Ces analyses nationales demeurent au niveau descriptif et les auteurs, à l'exception de C. Brundenius qui signe le texte sur Cuba, ne s'aventurent pas à nous faire part de leurs réflexions sur le sens à donner et les implications qu'une stratégie des besoins essentiels aurait pour la région.

Le tableau présenté est éloquent, les études sont d'une bonne qualité mais l'ensemble n'a pas d'unité ni de signification. Par leur brièveté, les études de cas sont insuffisantes. Ce n'est pas la compétence des auteurs qui est en cause car ils ont en général publiés des analyses beaucoup plus complètes abordant ces mêmes questions. La stratégie des besoins essentiels ne serait-elle qu'une fausse piste? C'est ce que la lecture de cet ouvrage nous incite, bien malgré lui, à penser.

Philippe FAUCHER

Département de science politique  
Université de Montréal

BONDESTAM, Lars & BERGSTRÖM, Staffan (eds.), *Poverty and Population Control*. Toronto, Academic Press, 1980, 237 p.

Il n'existe que peu d'ouvrages entièrement consacrés à réfuter la thèse néo-malthusienne de la responsabilité prioritaire de la croissance démographique face aux malheurs du monde, en particulier à la misère et à la famine latente du tiers-monde. Les douze contributions sont donc les bienvenues, parmi lesquelles sept donnent des études de cas visant l'Inde, le Japon, l'Afrique du Sud, le Kenya, la Tanzanie et un village du sud de Madras. Les deux chapitres de Bondestam et Pradervand présentent des critiques globales de l'idéologie et des politiques de *birth control*; ils se recourent en partie sans jamais vraiment se compléter ni analyser suffisamment en profondeur tous les aspects principaux de l'argumentation néo-malthusienne. Ceci touche en particulier le lien affirmé entre explosion démographique, malnutrition et famines; c'est pourtant ce thème qui accrédi-

te auprès du public la thèse combattue ici. De même est insuffisamment démantelé le raisonnement scientifique basé sur des modèles macro-économiques. Certes les auteurs apportent des éléments solides à l'appui d'une explication non malthusienne de la pauvreté.

Parmi les études de cas, la plus intéressante parce que la plus précise est consacrée par Sterkenburg et Luning au district rural de Rungwe en Tanzanie, où ils montrent par un modèle simple que les facteurs économiques ont un impact beaucoup plus fort que la croissance démographique sur la détérioration du niveau de vie. L'analyse des politiques de *birth control* en Inde, au Kenya et, à un moindre degré, en Tanzanie en souligne les multiples défauts majeurs. Inspirées de l'étranger, elles ont échoué parce qu'elles n'ont pas tenu compte du substrat culturel, ne se sont pas intégrées à une politique globale, d'ailleurs absente, de promotion des masses et par conséquent ont été imposées artificiellement et, dans le cas de l'Inde, sous la contrainte directe et brutale. Bien que le livre soit publié en 1980, plusieurs chapitres semblent avoir été rédigés vers le milieu des années 70 si on en juge par les données statistiques; celles-ci risquent donc d'apparaître surannées à ceux que la baisse de la fécondité entamée après 1975 laisserait d'autant mieux croire à l'efficacité des politiques de *birth control* que leurs promoteurs s'attribuent avec suffisance le mérite de cette baisse. Mentionnons le chapitre consacré à l'essor, mal connu, des politiques néo-malthusiennes du Japon à l'égard de ses voisins de l'Asie du Sud-Est, sous l'égide d'une puissante organisation privée dirigée par d'anciens criminels de guerre et leaders de l'extrême-droite.

En résumé, l'ouvrage sous revue est de qualité et mérite d'être recommandé malgré ses lacunes et le fait qu'il n'a pas poussé assez loin l'analyse du caractère idéologique du discours et des politiques de *birth control*, de manière à pouvoir ébranler les convictions d'au moins une partie de lecteurs gavés de ce discours constamment ressassé. À ce propos, une étude plus longue et plus approfondie que celle de Hofsten sur le prétendu surpeuple-

ment des pays industriels aurait beaucoup aidé à démasquer le caractère aberrant des prétentions néo-malthusiennes.

André LUX

*Département de sociologie  
Université Laval*

CONTRACTOR, Farok J. *International Technology Licensing: Compensation, Costs, and Negotiation*. Lexington (Mass.), Lexington Books, 1981, 208 p.

À une époque où le modèle occidental de développement s'impose de plus en plus aux sociétés de la périphérie, l'analyse des rapports structurels entre la restructuration industrielle internationale et le contrôle de la technologie suscite toujours beaucoup d'intérêt.

L'ouvrage de Farok J. Contractor, qui traite en particulier des aspects empiriques des contrats passés entre fournisseurs et receveurs de technologie, apporte une dimension pour le moins utile dans la compréhension du phénomène complexe de transfert de technologie.

Cette recherche n'est pas seulement empirique, prévient l'auteur, elle débouche également en ses conclusions, sur des considérations normatives (p.xiv), et prend pour champ aussi bien les pays industrialisés que ceux en voie d'industrialisation (chap. I).

Cependant tout au long de ce livre, on constate que l'analyse porte (chap. II à V) presque exclusivement sur les contrats passés entre les États-Unis, une trentaine de firmes américaines, et les nations en développement. Pour expliquer ce repli stratégique, l'auteur renvoie le lecteur à la place prépondérante qu'occupent les États-Unis et les firmes américaines, qui inscrivent au crédit de leur balance commerciale \$6 milliards des \$14 milliards que rapporte par année ce colossal marché du « Know-How ». Dans la même veine, on nous explique les processus de transfert de technologie, dans la complexité des formules compensatoires et de la capacité de négociation (bargaining power) de chaque partenaire,

la répartition géostratégique des industries en fonction précisément de ce bargaining power (chap. III). En outre, se trouvent également analysées les combines de couloir dans les séances de négociation qui conditionnent la situation respective des acteurs dans la capacité d'appropriation des technologies de pointe (chap. II). Parmi ces combines, on retiendra que le receveur de technologie, s'il est en même temps fournisseur de matières premières stratégiques, améliore sensiblement son pouvoir de négociation.

Le transfert de technologie obéit par ailleurs à un ensemble de pratiques tant formelles qu'informelles dont les principaux facteurs seraient les suivants: l'exclusivité du transfert, la durée de l'accord et des brevets, les droits sur les marques de commerce, la vétusté ou la nouveauté de la technologie, les capacités d'adaptation de la technologie au transfert, la rareté de la technologie. À cela s'ajoutent des facteurs d'ordre contextuel: le droit de regard des différents gouvernements, l'étendue de la compétition internationale d'autres produits analogues, et enfin la part du risque et les normes intrinsèques du produit. Cependant de tous ces facteurs, le plus déterminant serait la définition de la formule compensatoire et surtout sa durée dans le temps, formule qui s'articule toujours dans la perspective du fournisseur. Ainsi de tous les cas étudiés, seuls 8 % auront occasionné un manque à gagner pour le fournisseur de technologie.

Après avoir analysé ce monopole de fait que les États-Unis et les firmes américaines exercent sur le marché du transfert de technologie, Contractor en tire quelques considérations normatives par rapport aux principales critiques formulées dans ce domaine. Pour certains en effet, l'industrialisation du « Tiers-monde » par le transfert de la technologie expliquerait en partie la crise de l'emploi dans les industries du centre. Pour d'autres par contre, l'inclusion des sociétés en développement dans un complexe industriel plus intégré aux économies occidentales permettrait de rééquilibrer les rapports nord-sud et de mettre un terme à la crise actuelle. L'auteur, sans chercher à s'affranchir de ces extrêmes, constate la profonde dépendance financière et politique